

Andrej Babis : « Je ne suis pas populiste ! »

UE Le Premier ministre tchèque rejette l'étiquette, mais dit « être là pour les gens »

► Nouveau Premier ministre de l'un des pays les plus eurosceptiques de l'UE, Andrej Babis est venu à Bruxelles nouer le contact avec Jean-Claude Juncker.
► « Le Soir » l'a rencontré en exclusivité.

ENTRETIEN

Venu à Bruxelles faire connaissance avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, le Premier ministre tchèque Andrej Babis a reçu *Le Soir* pour un entretien exclusif, à un moment politique clé dans son pays, au lendemain de la réélection du président Milos Zeman pour un second mandat.

Puisque vous sortez d'un entretien avec Guy Verhofstadt, le chef du groupe ALDE du Parlement européen auquel appartient votre parti Ano : vous avez parlé du projet de joindre vos forces européennes avec celles que veut développer Emmanuel Macron ?

Oui... Je pense que M. Verhofstadt l'aimerait bien, mais cela dépend de M. Macron. Évidemment, ce serait pas mal pour l'ALDE [d'avoir Emmanuel Macron avec].

Comment le voyez-vous ?

La nouvelle star ? (Rires.) C'est la nouvelle génération des politiciens d'Europe dont on peut espérer qu'il saisira la chance de réunifier l'Europe de l'Ouest et de l'Est. Il n'est pas issu des partis traditionnels, qui ont beaucoup de problèmes, il a du charisme, il parle bien, il a fait plusieurs bons discours sur l'Europe, il n'est pas aussi extrême que d'autres sur la migration...

M. Milos Zeman a été réélu, vous le souteniez, vous êtes donc content du résultat ? (Il rit.) Oui !

Qu'avez-vous en commun avec le président Zeman ?
Pratiquement rien !

C'est pour cela que vous vous entendez bien ?

Écoutez : c'est mon président. Je l'ai soutenu. Nous n'avons pas toujours les mêmes opinions, mais il m'a soutenu aussi. Il est très fier d'avoir une relation avec le président chinois, le président russe et il souhaitait aussi rencontrer le président américain... Et il a amené des entrepreneurs tchèques en Russie et en Chine. Quand M. Macron a été en Chine, et qu'il a répondu aux organisations de droits de l'homme qu'il parlera de ces questions en tête-à-tête et pas en public, mais qu'il a vendu ses Airbus, personne ne l'a critiqué !

On l'a critiqué.

Oui, mais on n'a pas dit qu'il est pro-chinois.

M. Zeman est communément présenté comme un populiste anti-européen, vous êtes présenté comme un populiste pro-européen pro-business...

Ce sont des bêtises ! Comment puis-je être populiste si j'ai introduit le système des caisses électroniques on-line ? Cela m'a fait perdre 10 % de mes électeurs. J'ai réduit le manque à gagner des taxes de 17 % à 9,5 %. Voilà pourquoi on ne peut dire que je suis populiste. Et puis qu'avez-vous contre les populistes ? Vous n'aimez pas le peuple ? Je suis là pour les gens, et si vous dites que cela me rend populiste alors je suis fier de l'être.

Vous êtes un homme d'affaires qui a eu du succès et qui est passé ensuite à la politique. Vous avez des modèles ?

Oui. Michael Bloomberg, il a été maire de New York avec beaucoup de succès.

Et Berlusconi ou Trump ?

« Avec Trump, nous avons eu en commun d'avoir des épouses

tchèques, c'est la seule chose ! »

Avec Trump, nous avons eu en commun d'avoir des épouses tchèques, c'est la seule chose ! (Il rit aux éclats.) Quant à Berlusconi : moi, je n'ai pas de télévision, sauf une chaîne musicale.

Avec quelle coalition souhaitez-vous gouverner ?

Ma préférence va à un gouvernement minoritaire comme celui que j'ai constitué en décembre, mais ce n'est pas possible de passer des lois dans ce cas de figure. Mais je suis déçu par les partis qui ont refusé de soutenir mon gouvernement sous différents prétextes.

Il y a une raison qui a motivé leur refus : ils étaient susceptibles d'accepter le gouvernement, mais sans vous à sa tête en raison de l'accusation d'abus aux fonds européens portée contre votre groupe d'entreprises...

Une affaire bidon, inventée et commandée.

Il y a une enquête de l'Olaf...

Il y a eu beaucoup d'enquêtes de l'Olaf...

La question que je vous pose n'est pas sur le fond de l'affaire, mais sur le fait qu'une enquête judiciaire à votre rencontre, pour laquelle votre immunité a été levée, portera détrimment à votre capacité à gouverner.

Ils veulent juste m'écarter du

C'est qui, « ils » ?

Les partis « démocratiques » (il fait le geste des guillemets), traditionnels, je dis « corrompus ».

La migration a été un sujet majeur pendant les dernières campagnes électorales. Dans un pays qui ne connaît quasiment pas de problème migration, ce sujet n'a-t-il pas été exagéré ?
Oui, par le parti d'extrême droite.

Par le président Zeman aussi.
Au début. Mais il a surtout été

exploité par le parti d'extrême droite. Nous, pour ne pas le renforcer, par principe, nous refusons que quelqu'un d'autre que nous décide qui va vivre et travailler dans notre pays.

L'UE bute toujours sur le partage des demandeurs d'asile. Quelle solution voyez-vous à terme pour concilier solidarité et responsabilité ?

Si l'on exécutait les quotas prévus dans le système de relocalisation, cela ne résoudrait que 2 % de la pression migratoire. Les quotas sont un problème artificiel. Nous sommes le seul continent où des gens, qui ne fuient pas la guerre, viennent comme cela...

Une série d'États européens vous demande qu'en cas de pression migratoire exceptionnelle, vous puissiez partager l'accueil des demandeurs d'asile recevables. Que leur répondez-vous ?

Le mal a été fait par ces quotas, qui ne sont pas efficaces et qui divisent l'Europe : même le président du Conseil européen Donald Tusk l'a dit. Et si cela se reproduit, ce sera une catastrophe. Ce sera une catastrophe politique pour moi. Okamura (le leader du parti d'extrême droite Liberté et démocratie, NDLR) aura la prochaine fois non pas 11 %, mais 30 %.

Vous n'êtes pas favorable à l'entrée de votre pays dans la zone euro qui devient, surtout depuis le Brexit, le cœur de l'UE. Quelles conditions devront être remplies pour que la Tchéquie y adhère ?

Ce n'est pas le cœur de l'UE. J'ai participé au dernier sommet de la zone euro en décembre. J'ai vu la discussion entre les pays qui remplissent les critères de la dette et du déficit, et les autres : les premiers veulent que les seconds mènent les réformes nécessaires avant de partager les risques, tandis que les seconds veulent partager les risques tout de suite et faire ensuite les réformes. Et combien de passifs bancaires on a dû éliminer ? 600 milliards. C'est cela, le problème. C'était un projet économique, et il est devenu politique.

C'est inexact : c'était précisément un projet politique, conclu entre François Mitterrand et Helmut Kohl.

Bon, d'accord...

Pour vous, le moment sera venu lorsque la zone euro se sera entièrement mise en ordre ?

Non. Ce n'est pas un thème pour nous, actuellement. Pour moi, comme dirigeant politique, le mieux pour notre pays est de conserver sa couronne. Comme entrepreneur, je serais pour l'euro, mais je ne suis pas entrepre-

neur ici ! La croissance que nous avons eue, nous la devons aussi à l'intervention de notre Banque nationale tchèque. Nous sommes un pays exportateur. S'il y a une crise, c'est bon d'avoir notre politique. Et pour les investisseurs, ce qui compte, c'est d'être dans l'Union.

Bientôt pourrait survenir le moment où votre pays devra voter, au Conseil de l'UE, si l'État de droit est mis gravement en danger en Pologne. Comment voterez-vous ?

Le Premier ministre polonais va encore parler avec Jean-Claude Juncker, il va tout faire pour éviter les problèmes.

Vous considérez qu'il y a un problème avec l'État de droit en Pologne ?

Je ne sais pas.

J'ai du mal à le croire.

D'après les journaux, il y a un problème. Mais quand je vois ce que les journaux écrivent sur moi...

Il n'y a pas que les journaux : le Conseil de l'Europe, la Commission européenne... Une justice indépendante et efficace, vous trouvez que c'est important ?

Bien sûr ! ■

**Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ**

Andrej Babis

Né en 1954 à Bratislava (dans ce qui était alors la Tchécoslovaquie), Andrej Babis préside le gouvernement tchèque depuis 2017. Pendant sa carrière dans le monde des affaires, il a fondé et dirigé le groupe agroalimentaire Agrofert. Devenu milliardaire, il est considéré comme le deuxième homme le plus riche de la République tchèque. En 2012, il entre en politique en fondant l'Action des citoyens mécontents (ANO), une formation de centre-droit d'obédience libérale dénonçant la corruption et l'archaïsme du personnel politique.